

REVENDEICATIONS PRÉÉLECTORALES

Législatives: les demandes de la société civile aux candidats

Écrit par Mathilde Obert

Publié le 12.09.2023 • Édité à 13.09.2023 à 13/09/2023



Accès aux soins et médicaments, revenus, aide humanitaire... Font partie des thématiques les plus souvent abordées par la société civile dans ses revendications en vue des législatives. (Photos: Shutterstock, Maison Moderne, Handicap International. Montage: Maison Moderne)

Associations, ONG, syndicats... Le point sur les demandes formulées par la société civile aux candidats en vue des législatives, qui touchent aussi bien la santé, l'aide humanitaire et l'environnement, que la défense des salariés, des consommateurs ou encore des communes.

Paperjam publiait lundi la liste des revendications des organisations professionnelles en vue des élections législatives, qui se tiendront le 8 octobre. Dans ce second volet, tour d'horizon des demandes émanant, cette fois, de la société civile.

Cercle de coopération

L'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti), l'Action solidarité tiers monde (ASTM), Médecins du Monde Coopération Luxembourg, SOS Villages d'Enfants Monde, Stop Aids Now/Access, Comité luxembourgeois pour l'Unicef... Le Cercle de coopération compte 89 Organisations non gouvernementales (ONG) membres au Luxembourg. La plateforme a alors regroupé 27 propositions les concernant, mais n'avait pas choisi laquelle lui semble la plus importante au moment de la publication de l'article.

Caritas

Pour réduire la pauvreté, les inégalités, le sans-abrisme, assurer l'accès au logement, combattre la précarité des enfants, laborieuse, ou mieux coordonner l'intégration... Caritas liste 57 demandes.

S'il ne fallait en retenir qu'une, ce serait «la diminution de la pauvreté et des inégalités en général», répond la responsable plaidoyer politique de l'association, Carole Reckinger. «Avec des inégalités croissantes, on va avoir plus de criminalité, et d'autres problèmes». Une mesure concrète pour y arriver: «aider les personnes qui en ont vraiment le plus besoin et arrêter le système d'arrosage. Il faut une réforme fiscale qui vise une vraie redistribution sociale. Une économie qui prend en compte le bien commun, avec le PIB bien-être. Il faut aussi indexer toutes les allocations.»

Fondation Cancer

La Fondation Cancer affiche deux demandes principales aux politiques: améliorer la qualité de vie des patients, ce qui passe par cinq propositions concrètes. Et atteindre une génération sans tabac, via 12 mesures.

«Notre revendication la plus importante, c'est une prise en charge des médicaments à 100% pour les patients atteints de cancer et de manière générale, pour toutes les personnes atteintes d'affection de longue durée», indique la directrice de la

fondation, Lucienne Thommes. «Si les traitements contre le cancer en tant que tels sont pris en charge, ce n'est pas toujours le cas de certains médicaments servant à traiter les effets indésirables. Au quotidien, surtout si vous ne gagnez pas beaucoup d'argent, vous avez rapidement des difficultés à faire face à toutes ces dépenses».

Médecins du monde

De l'accès aux soins au respect des textes internationaux, Médecins du monde liste 15 mesures.

La plus urgente, « une couverture universelle de soins de santé. Encore beaucoup de personnes sont exclues du système de soins. »

MSF

Les revendications de Médecins sans frontières (MSF) Luxembourg concernent aussi bien leurs activités aux Balkans et en mer Méditerranée, qu'au Bangladesh ou encore au Soudan.

La plus notable ? « Prioriser la protection des vies humaines et offrir un traitement digne et humain aux personnes qui cherchent la sécurité en Europe» et «garantir l'accès à des soins médicaux de qualité, dispensés en temps utile, adaptés aux besoins de la population en matière de santé médicale et mentale, et fournis de manière durable dans le cadre du système de santé publique», estime l'asbl.

Handicap International

Handicap International n'a pas formulé de liste de revendications, mais nous renvoie vers celles du Cercle de coopération. De manière générale, «nos attentes sont d'avoir une coopération luxembourgeoise aussi forte et impliquée que ces dernières années, indépendamment de la couleur politique du gouvernement. Il est à souligner qu'il y a une répartition de 1% du PIB pour soutenir les ONG et que la couverture des frais administratifs des ONG est passée de 14% à 15%», résume le directeur, Mehdi Magha,

Femmes en détresse

L'association Femmes en détresse n'a pas non plus rédigé de catalogue. «Nos revendications perdurent depuis des années, malgré des changements au niveau politique», explique la directrice générale, Andrée Birnbaum. «C'est tout d'abord la mise à disposition d'assez de ressources humaines pour pouvoir faire notre travail correctement. Nous avons 15 services et 110 salariés. Malgré cela, les listes d'attente dans les centres de consultations ne cessent d'augmenter. Parfois, une personne dans une situation d'urgence doit attendre six semaines pour avoir un rendez-vous», détaille-t-elle.

Vient ensuite la problématique du logement. « Même si nous avons des propositions de personnes privées pour la mise à disposition d'appartements en gestion locative sociale, les prix restent encore trop élevés. Un appartement à Luxembourg-ville de 80 m2 en gestion locative sociale coûte environ 960 euros, plus au moins 250 euros de charges. Une femme avec un enfant et un revenu minimum ou Revis ne peut pas payer ce loyer. Il nous faut donc une augmentation conséquente des logements sociaux dans lesquels les locataires ne paient qu'un tiers de leur revenu réel.» De manière générale, «si je peux faire un grand vœu, ce serait que le rapport du Grevio (organe de contrôle du conseil de l'Europe pour la mise en place des exigences de la convention d'Istanbul) puisse être mis en œuvre pour toutes les recommandations émises.»

SOS Faim

Le directeur de SOS Faim, Thierry Defense, liste trois revendications pour les élections législatives. « Consacrer 20% de l'aide publique au développement à la transformation agricole et alimentaire vers des modèles respectueux des droits de l'homme et de la biodiversité. Assumer et financer les conséquences néfastes en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de nos politiques et nos modes de vie sur les plus précaires, vivant très majoritairement dans les pays du Sud. Et remplacer notre système de l'aide par un modèle d'investissement multilatéral global et décolonisé. »

Asti

Lors d'une conférence de presse tenue après la publication de notre article, l'Asti a listé dix mesures pour l'intégration ou encore le vivre-ensemble.

S'il ne fallait en retenir qu'une, ce serait la régularisation des personnes en situation administrative de séjour irrégulier déjà présentes au Luxembourg, estime l'association.

Contactés, la Croix-Rouge ou encore Amnesty International n'avaient pas pu fournir de liste à Paperjam.

ULC

L'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) détaille une quarantaine de souhaits, qui vont du pouvoir d'achat à l'accès au logement et aux services de base, en passant par la santé/sécurité alimentaire, l'économie circulaire et le droit de la consommation.

«La plus urgente serait peut-être la réforme fiscale, promise depuis dix ans, avec entre autres une suppression des classes d'imposition 1A et 1 et une adaptation automatique et permanente des barèmes d'imposition à l'inflation», estime l'organisation de défense des consommateurs.

Syvicol

Le Syvicol défend de son côté les intérêts des communes, via 36 propositions.

L'essentiel pour son président, Emile Eicher (CSV) : «une combinaison entre la facilitation des procédures, qui nous coûtent du temps et de l'argent et représentent un frein au développement économique, et une adaptation plus rapide des subventions aux réalités économiques et aux dépenses pour que les communes puissent investir.»

Meco

Le Mouvement écologique a également publié une liste de 40 « instruments concrets », répartis en huit « exigences » : position claire sur les priorités de la société, solidarité à tous les niveaux, orientation vers le bien commun au lieu de la maximisation du produit national brut, aborder ensemble la crise sociale et écologique, préserver les bases de la vie, réformer les institutions, réformer la politique budgétaire et le système fiscal et cohérence de l'action gouvernementale. L'organisation écologique n'avait pas encore indiqué laquelle lui semble la plus urgente lors de la publication de l'article.

Fondation Idea

Productivité, coopération transfrontalière, aménagement du territoire et vieillissement de la population : la Fondation Idea a de son côté listé une trentaine de propositions, divisées en davantage de sous-propositions.

Pour le directeur, Vincent Hein, le plus gros défi est celui proposé par Michel-Edouard Ruben : « la mise en place d'une alliance pour la construction de logements, sur le modèle allemand du Bündnis für bezahlbares Wohnen und Bauen. Un pacte (entre l'État, les communes, les promoteurs privés et sans but lucratif, les banques, les grands propriétaires fonciers, les principaux employeurs, etc.) comportant un ensemble clair et concret d'obligations, d'engagements et de changements législatifs en faveur du choc d'offre (réaliste) devrait être conclu sous la houlette d'un ministère de la Construction de logements », détaille-t-il.

En outre, dans son recueil « Face aux Grands défis », plusieurs personnalités économiques, politiques et universitaires se positionnent sur ces thèmes et apportent leurs idées.

Syndicats

Des syndicats aussi ont listé leurs revendications. **L'OGBL** en a regroupé 90. S'il fallait en retenir une seule, ce serait « la nécessaire réforme de la loi sur les conventions collectives ».

Interrogée, **l'Aleba** en présente sept. « Nous souhaiterions insister en particulier sur couvrir au moins 80% des employés par une convention collective obligatoire dans chaque secteur d'activité».

Le **LCGB** n'a « pas l'habitude d'émettre de demandes en vue des élections législatives », mais nous renvoie vers ses huit « valeurs et engagements».

Enfin, la CGFP a fonctionné dans le sens inverse, en interrogeant les candidats sur leur programme au sujet de plusieurs thèmes qui lui tiennent à cœur. Elle dispose également d'un cahier de revendications, sur lequel elle communiquera « ultérieurement».